

ETATS GÉNÉRAUX : CONSTRUISONS MAINTENANT LA CONTRE DÉMARCHE STRATÉGIQUE !

Dès son annonce, la CGT Finances Publique n'a eu de cesse de condamner la démarche stratégique. Traduction concrète pour notre ministère de la MAP (Modernisation de l'Action Publique), ce nouveau gadget poursuit les mêmes objectifs que la RGPP.

Pour ce faire, seule nouveauté subtile, il propose d'associer directement les agents au creusement de la tombe de leurs emplois, de leurs rémunérations et de leurs missions. C'est cela que la Direction Générale appelle le dialogue social et professionnel !

Pour notre organisation syndicale, il est hors de question de s'inscrire dans ces logiques liquidatrices d'accompagnement ! C'est pourquoi, nous refusons de participer à la démarche stratégique et appelons les agents à rentrer en résistance contre cette dernière.

Construire le rapport de force le plus large, pour faire respecter les engagements présidentiels de rupture avec la RGPP et obtenir l'ouverture de négociations sur toutes les revendications posées, constitue, selon nous, le fondement de la démarche unitaire entreprise à la DGFIP.

Le récent scandale lié à l'affaire « CAHUZAC » témoigne de l'état de faiblesse d'une République complètement soumise à la TROÏKA et aux mercenaires des marchés financiers.

Assimilé au banditisme à col blanc, les agents de la DGFIP se retrouvent interpellés et pris à partie par les usagers. Déjà lourdement impactées par les restructurations successives, les conditions de travail s'en trouvent largement dégradées.

Au-delà des histoires de moralisation de la vie politique, le problème de fonds réside dans les sacrifices demandés au monde du travail au moment même où plusieurs des mesures prises représentent un effet d'aubaine de 85 milliards d'euros en faveur des responsables de la crise.

Ainsi, le retour des déficits publics en dessous du seuil des 3% du PIB ne saurait tenir lieu d'argument pour justifier la cure d'austérité imposée aux fonctionnaires.

- ➔ **A un moment où le gouvernement continue de faire tomber la pluie sur les mouillés (c'est-à-dire les salariés, la jeunesse et les retraités),**
- ➔ **A un moment où le gouvernement envisage, la refonte du titre 1 du statut général de la Fonction Publique avec notamment la disparition des catégories A, B et C ;**
- ➔ **A un moment où est mis sur la table l'acte III de la décentralisation comportant en son sein notamment des projets de métropolisation, d'autonomie fiscale ;**
- ➔ **A un moment où les incertitudes planent plus que jamais sur le devenir de notre administration à réseau déconcentré et que les attaques contre les droits et garanties des agents se succèdent les unes aux autres ;**

Montreuil, le 17 avril 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

La CGT FINANCES PUBLIQUES APPELLE A CONSTRUIRE LA CONTRE DEMARCHE STRATEGIQUE DANS TOUTE LA DGFIP :

Elle invite dans le cadre le plus large et le plus unitaire à débattre dans tous les services et à formuler leurs exigences en lieu et place des contre-réformes proposées.

Sur cette base, elle preconjse la tenue d'Etats Généraux dans les Directions dans la perspective de l'organisation d'une manifestation nationale à la rentrée contre la démarche revendicative et pour la satisfaction des revendications.

Elle soutient et encourage toute initiative et toute action qui seront prises dans la période autour de ces objectifs.

AGIR AU NIVEAU FONCTION PUBLIQUE

Ayant lâché sur le jour de carence et le 8ème échelon pour essayer de calmer la grogne sociale, le pouvoir en place reste droit dans ses bottes sur les questions d'emplois, de salaires et ses tentatives de sabotage statutaire des droits et garanties des agents de la fonction publique.

Le gel du point d'indice, les concepts de rémunération au mérite, la modularité des régimes indemnitaires restent les ingrédients des recettes libérales prêtes à nous administrer.

Loin de proposer une modernisation des services publics à la hauteur des besoins sociaux et de la nation, la MAPE et l'acte III de la décentralisation vise à accélérer les processus de casse non seulement de notre modèle social, déjà fortement ébranlé par les politiques antérieures, mais aussi à anéantir la capacité d'intervention de la puissance publique.

Conscient de ces enjeux, la CGT FINANCES PUBLIQUES travailler au rassemblement de l'ensemble des secteurs pour mettre en échec les conceptions à l'oeuvre et faire prévaloir d'autres logiques fondées sur une autre répartition des richesses.

**DU LOCAL AU NATIONAL,
DE LA FONCTION PUBLIQUE A L'INTERPRO
IMPOSONS NOS REVENDICATIONS PAS LES LEURS !**

A l'heure, ou au travers de l'ANI (Accord National Interprofessionnel), le gouvernement souhaite imposer plus de flexibilité dans les licenciements, plus d'heures de travail toujours moins rémunérées, que la plupart des travailleurs d'Europe, victime des mêmes bourreaux, ploient sous le poids des mesures d'austérité, La CGT FINANCES PUBLIQUES juge indispensable de développer les convergences de lutte au-delà de sa propre sphère.



**NE NOUS Y TROMPONS PAS,
SEULE LA MOBILISATION
COMPTERA !**